Kinshasa, RD Congo, 15 mai (Infosplusgabon) - La conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) invite le gouvernement de la RD Congo et autres autorités publiques compétentes à remplir correctement leur rôle régalien en sécurisant les parties du pays aujourd'hui touchées par l'insécurité, afin d'éviter un nouveau report des élections attendues le 23 décembre 2018.

Le 1er secrétaire général adjoint de la Cenco, l'Abbé André Masinganga, qui l'a indiqué lors de la présentation mardi, au centre inter-diocésain de Kinshasa, de la synthèse des rapports sur l'observation électorale et monitoring des manifestations publiques pacifiques de décembre 2017 à mars 2018, a déploré la recrudescence du cycle de violence, spécialement en Ituri et la dégradation de la situation humanitaire dans le nord et Sud-Kivu, le Maniema, Tanganyika, Kasaï Central et Kasaï.

La Cenco a, dans ce rapport synthèse, décrié plusieurs cas de violations des droits humains lors des manifestations publiques, avant d'exhorter le gouvernement de la RD Congo et autres autorités publiques compétentes à s'en tenir au respect de la liberté des manifestations publiques consacrée par la Constitution de la RD Congo, à prendre les mesures d'encadrement chaque fois qu'une manifestation est programmée et de se réserver d'entreprendre tout acte contraire, et de s'abstenir de prendre des mesures restreignant la liberté des manifestations et des réunions publiques pacifiques sur toute l'étendue du territoire national.

Elle les a également invités à donner des directives républicaines à la Police nationale

congolaise (PNC) afin qu'elle veille au respect des droits de l'homme avant, pendant et après les manifestations publiques, en évitant l'usage disproportionné de la force.

Elle les a aussi encouragés à créer et à installer les Cours et Tribunaux administratifs, les Cours d'Appel, les Tribunaux de Grandes Instances dans les villes et territoires, spécialement dans les nouvelles provinces, et à renforcer les capacités du personnel judiciaire en matière des contentieux électoraux ainsi qu'à raviver la confiance de la population en la justice congolaise en évitant toute manipulation politicienne, d'où qu'elle vienne, avant de veiller à la parité homme-femme dans la magistrature et dans les Institutions de l'Etat, électives et non électives.

La Cenco demande, par ailleurs, à la Ceni de publier ses mesures d'application de la loi électorale afin que l'on fasse large diffusion auprès des électeurs, de redynamiser le cadre de concertation avec les partis politiques et les autres parties prenantes pour plus de transparence dans l'organisation des élections.

Elle lui demande aussi de veiller à la représentation équitable des femmes au sein de l'organe chargé des élections ainsi que de poursuivre l'élan actuel dans la mise en œuvre du calendrier électoral et de faire certifier la machine à voter auprès des experts nationaux et internationaux pour rassurer et apaiser le peuple congolais.

La Cenco encourage, à cette même occasion, les partis politiques d'intensifier les activités

d'éducation civique et d'information de leurs membres sur les enjeux électoraux en cours, de se conformer aux exigences de la loi concernant leur enregistrement au ministère de l'Intérieur, ainsi que de s'approprier le calendrier électoral en se préparant à temps à l'opération de réception et de traitement des candidatures qui débute le 24 juin 2018 et de veiller au respect de la procédure administrative et du caractère pacifique du déroulement des manifestations publiques pacifiques.

La Cenco demande aussi aux organisations de la société civile de poursuivre et d'intensifier les activités d'éducation civique et d'information des électeurs dans toutes les villes et territoires de la Rdc sur le calendrier électoral et ses mesures d'application ainsi que sur les enjeux du processus électoral en cours et de veiller au respect de la procédure administrative et du caractère pacifique du déroulement des manifestations publiques.

Elle encourage le peuple congolais de veiller attentivement à la réalisation des étapes importantes du calendrier électoral et au respect du caractère pacifique du déroulement des manifestations publiques auxquelles il participe.

FIN/INFOSPLUSGABON/UIJ/GABON 2018

© Copyright Infosplusgabon